



© FLICOR

Juin 2019, sommet du G20 à Osaka

douaniers, les conséquences pour le secteur agricole américain furent désastreuses. L'administration Trump s'était vue dans l'obligation de débloquer 28 milliards de dollars d'aides pour tenter d'atténuer ces pertes. La Chine s'est donc engagée à acheter des produits tels que du soja et du porc, entre autres choses, pour des montants compris entre 40 milliards et 50 milliards de dollars. Le président américain n'a pas manqué de se réjouir en déclarant : « Ce sera le meilleur accord jamais signé pour les agriculteurs ».

À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Cette annonce est d'autant plus importante pour Donald Trump, qu'il a besoin de requinquer son électorat agricole à l'approche des élections. N'ayant que sa réélection en tête, Donald Trump tente de se présenter comme un défenseur proactif des intérêts américains. Or, cette guerre commerciale avec la Chine n'est pas si populaire que cela auprès de la population. Selon un sondage publié par la Peter G. Peterson Foundation pour le Financial Times le 10 janvier dernier, 46% des américains estiment que leur pays ne devrait pas imposer de droits de douane à ses partenaires commerciaux pour régler ses différends. La conclusion d'un accord de phase 2 avant le scrutin du 3 novembre prochain semble peu réaliste. Celle-ci porterait sur les divergences de fond, les subventions chinoises de leurs grandes entreprises et le bras de fer pour la suprématie technologique.

Marion Gardes

ÉTATS-UNIS/CHINE : UN APAISEMENT DES TENSIONS

Les accords de phase 1 concernant la guerre commerciale entre la Chine et les Etats Unis ont été signés mercredi, dans le but de calmer le jeu après deux ans de tensions qui ont déstabilisé les échanges internationaux. Il est néanmoins trop tôt pour parler d'armistice entre les deux pays.

La Chine s'est engagée à acheter plus de produits agricoles américains, à accélérer l'ouverture du marché des services financiers ainsi qu'à protéger la propriété intellectuelle des entreprises américaines. De son côté, Donald Trump a suspendu une partie des droits de douane sur les produits chinois. Des promesses et des assouplissements de sanctions dont il faut néanmoins se méfier. Il faut savoir que les taxes imposées par les Etats-Unis concernent encore les deux tiers de ce qu'ils achètent à la Chine. Pour rappel, le Trésor américain avait accusé la Chine de manipuler les cours de sa devise, lorsque le billet

vert avait franchi le cap des 7 yuans pour 1 dollar. C'était une manière pour eux de montrer à Washington qu'ils disposaient d'autres armes que les droits de douane. Cette décision prise par Pékin était loin d'être anodine et est apparue comme une réponse aux sanctions douanières de Donald Trump. Le président américain a estimé que cette première phase représentait « de gros chiffres, de très gros chiffres ». Il a ajouté que « pratiquement tout ira aux agriculteurs », eux qui apparaissent comme les principales victimes des hostilités. Bien que l'économie chinoise fût très largement affectée par cette guerre des tarifs

TAÏWAN : UN PAS DE PLUS VERS L'INDÉPENDANCE

Le combat continue. Réélue samedi à la tête de la présidence de Taïwan, Tsai Ing-wen se bat pour que l'île soit reconnue comme un pays démocratique à l'échelle internationale.

UN ÉTAT CONTESTÉ

La présidente sortante de Taïwan (appelé aussi République de Chine), Tsai Ing-wen, a remporté samedi à 57,1% des suffrages l'élection présidentielle dans l'île face à Han Kuo-yu. Dix-neuf millions d'électeurs étaient appelés à départager deux visions divergentes de l'avenir de Taïwan et de ses relations avec Pékin. Tsai Ing-wen va continuer à défendre, pendant son mandat de quatre ans, l'indépendance de l'île et son non-appartenance à la République populaire de Chine (RPC), alors que son adversaire voulait développer les relations avec Pékin. « Taïwan a montré au monde à quel point nous aimons notre mode de vie libre et démocratique ainsi que notre nation », a indiqué Tsai Ing-wen en annonçant sa victoire, « la paix c'est que la Chine abandonne ses menaces contre Taïwan. J'espère que les autorités à Pékin comprendront que Taïwan, pays démocratique, et que notre gouvernement démocratiquement élu ne céderont pas aux menaces et à l'intimidation. »

Le statut de Taïwan est en effet controversé depuis sept décennies. Depuis 1949, lorsque le parti communiste accède au pouvoir en République de Chine (actuelle République populaire de Chine), le gouvernement qui était en place, dirigé par le parti nationaliste Kuomintang, bat en retraite sur Taïpei, à Taïwan. La province devient alors leur refuge emmené par Tchang Kai-chek et la continuité de la première République chinoise proclamée en 1912. Depuis, Pékin considère Taïwan comme une partie de son territoire.

Jusqu'en 1971, Taïpei a été considéré comme le représentant officiel de la Chine, jusqu'à ce que les Nations unies basculent vers Pékin. Une balle tirée pour la reconnaissance de Taïwan. Bien que ce pays possède tous les attributs d'une nation (sa monnaie, son drapeau, son armée, sa diplomatie et son gouvernement), il a très peu d'alliés diplomatiques. Taïwan n'est reconnu comme Etat

souverain que par 17 pays, et il est expressément demandé aux alliés diplomatiques de la République populaire de Chine de ne pas reconnaître Taïwan comme tel « la Chine s'oppose à toute forme de relations officielles entre Taïwan et les pays qui ont des relations diplomatiques avec la Chine », a déclaré dimanche Geng Shuang, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Pékin avait déclaré l'année dernière être susceptible de reprendre Taïwan par la force en cas de proclamation d'indépendance.

Paradoxalement la Chine est le premier partenaire commercial de l'île, avec les Etats-Unis. Taïwan est une des plus grandes puissances économiques d'Asie, et une importante destination touristique. L'île s'illustre aux yeux de tous le monde comme un modèle démocratique et progressiste, reste toutefois non reconnue par la communauté internationale.

Lisa Connan



Xi Jinping et Tsai Ing-wen

© WHICOMONS



ALGÉRIE LE RÉVEIL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

En Algérie, le peuple tente de reprendre le pouvoir. Aux mains des généraux depuis l'indépendance, les Algériens souffrent d'un système corrompu. L'économie à bout de souffle et le chômage de masse ne sont que les conséquences d'une gestion catastrophique du pays depuis 1962.

Un an de colère. Cela fait une année entière que les Algériens protestent dans la rue contre le pouvoir. L'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un 5e mandat présidentiel a déclenché un mouvement de contestation sans précédent dans le pays. Chaque vendredi depuis février dernier, toutes les générations défilent dans une bonne ambiance dans les rues de plusieurs villes pour montrer leur mécontentement. Et le mardi c'est au tour des étudiants. Il n'existe pas de chiffre officiel du nombre de militants, mais cela concernerait plusieurs millions d'Algériens, selon les sources locales. Cette protestation née sur les réseaux sociaux, a donné naissance au « Hirak », qui signifie en arabe « mouvement ». « J'y participe depuis le début, toutes les générations sont présentes »



Depuis un an, le Hirak proteste dans la rue contre leur pouvoir.

raconte Sofiane Benyounes, activiste algérien, « c'est une véritable révolution pacifique » ajoute-t-il. Ce militant visé par un mandat d'arrêt émis par l'Algérie a échappé à la prison, en se réfugiant à l'étranger. « On veut m'arrêter car je proteste contre ce gouvernement, contre la junte militaire à travers ma page Facebook 'Debout l'Algérie' », « cela ne m'empêche pas de continuer le combat, je ne m'arrêterai pas » affirme-t-il.

L'ALGÉRIE SOUS L'ÈRE BOUTEFLIKA

Le Hirak a gagné sa première victoire. Le 2 avril 2019 les hirakistes font plier le gouvernement et entraînent la démission d'Abdelaziz Bouteflika, président du pays depuis une vingtaine d'années. Après son AVC en 2013, l'homme d'État effectuait de rares apparitions auprès de son peuple et n'a plus opéré de déplacements à l'étranger. Sa capacité à gouverner était régulièrement contestée. Élu pour la première fois en 1999 à la tête de la République algérienne, avec 73% des suffrages exprimés au premier tour, il a été réélu trois fois, en 2004, 2009 et 2014 à plus de 80%. « C'était de la fraude » affirme Hocine Gasmi, journaliste algérien « je me souviens avoir vu les mêmes personnes voter plusieurs fois dans les bureaux de vote » rigole-t-il. Bouteflika, populaire autrefois, est l'un des symboles du FLN (front

de libération nationale), parti créé en octobre 1953. Engagé dans la branche armée du FNL, à 19 ans, plus précisément dans le « clan d'Oujda », agissant au Maroc, la carrière politique de Bouteflika débute à l'indépendance de l'Algérie en 1962. Il est nommé ministre de la Jeunesse, des Sports et du Tourisme, dans le gouvernement du président Ahmed Ben Bella, puis en 1963, ministre des Affaires étrangères. Ce qui lui a valu sa popularité, pour avoir conclu avec la France, l'accord permettant aux Algériens de venir s'installer en France. L'immigration de travail explose entre 1962 et 1982, la population algérienne vivant en France passe de 350 000 à plus de 800 000 personnes d'après l'INSEE. Et devient progressivement une émigration familiale.

Lorsque Bouteflika accède au pouvoir, la corruption explose. Il installe sa famille et ses fidèles aux postes les plus importants du gouvernement. Chacun prend sa part du gâteau. Les marchés publics sont confiés à des proches. S'il y a un bilan à tirer de l'ère Bouteflika, Sofiane Benyounes et Hocine Gasmi sont unanimes « il est catastrophique ». « Il a tout raté, s'il a réussi une chose, c'est l'échec », « Bouteflika c'était un imposteur, depuis le début » exprime Sofiane Benyounes. Si toutefois, il a été élu en 1999 au suffrage universel, on sait aussi que Bouteflika était favorisé par l'armée et présenté comme le candidat du consensus. L'Algérie sort alors tout juste d'une terrible guerre civile (1991-2002), opposant l'armée et le gouvernement aux islamistes. En 1991, le FIS (Front islamique du

« Il a tout raté, s'il a réussi une chose, c'est l'échec. »



ENTRETIEN AVEC... MUSTAPHA BENCHENANE

DOCTEUR D'ÉTAT EN SCIENCE POLITIQUE, CONFÉRENCIER AU COLLÈGE DE L'OTAN ET ÉDITORIALISTE À L'INSTITUT FMES (FONDATION MÉDITERRANÉENNE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES).

MUSTAPHA BENCHENANE © DR

Mustapha Benchenane revient sur cette année de contestation et nous fournit une analyse sur la situation actuelle de l'Algérie.

Propos recueillis par Lisa Connan

COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS L'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT HIRAK ? ET COMMENT PERCEVEZ-VOUS SON ÉVOLUTION ?

MB : Je pense que ce mouvement est né d'un rejet pacifique de tout ce qui s'est passé depuis 1962. L'élément déclencheur c'est le rejet du 5e mandat de Bouteflika. Mais Hirak va s'essouffler. Il n'a pas de projet politique, de programme, de leaders et d'organisation. Il a été jusqu'à présent dans l'incapacité de représenter une alternative. Le Hirak fait face à une armée structurée. Certains Algériens parlent de « révolution ». Mais la révolution « c'est un soulèvement, un acte violent par lequel une classe en renverse une autre » comme disait Mao Zedong. Or, la violence est exclue ici, les Algériens ont connu la guerre d'indépendance, la dictature et la décennie 90, ils ne veulent pas revivre cela. En politique, où seuls comptent les rapports de forces, il ne suffit pas de manifester en exigeant que l'on fasse table rase de ce qui constitue la réalité du pays depuis 57 ans, pour parvenir à réaliser une « révolution ».

À LA DIFFÉRENCE DE SES VOISINS, L'ALGÉRIE N'A PAS ÉTÉ AUTANT IMPACTÉE EN 2011 PAR LE « PRINTEMPS ARABE », POURQUOI ?

MB : J'ai ma théorie à ce sujet : l'Algérie a déjà vécu son « Printemps arabe » en octobre 1988. Les dirigeants avaient fait croire que le parti unique et le dirigisme étatique en matière économique, étaient le prix à payer pour parvenir au développement et à la prospérité. Octobre 1988 est

une prise de conscience du non-respect de ces promesses par le pouvoir. A cette date, des soulèvements ont eu lieu dans plusieurs villes algériennes. L'armée a même tiré sur le peuple. Le pouvoir a octroyé des libertés pour calmer la colère : liberté d'expression, financement d'un semblant de pluralisme politique par la création de plusieurs partis politiques.

QUEL BILAN TIREZ-VOUS DE L'ÈRE BOUTEFLIKA ? ET ABDELMAJID TEBBOUNE REPRÉSENTE-T-IL UN RENOUVEAU POUR L'ALGÉRIE ?

MB : Bouteflika n'a pas été un tyran, il faut lui rendre cette justice. Ce n'est ni Kadhafi en Libye, ni Ben Ali en Tunisie. Par contre, il a laissé prospérer la corruption, le détournement de l'argent public, et n'a résolu aucun problème économique et de société. Il n'a pas été à la hauteur.

Abdelmajid Tebboune, ce n'est même pas un président, c'est un usurpateur, il a été placé par l'armée. Il veut modifier la constitution mais ça ne changera rien et ne résoudra pas les problèmes économiques et de corruption du pays.

DE QUOI L'ALGÉRIE A-T-ELLE BESOIN AUJOURD'HUI ?

MB : Elle a besoin d'intelligence, d'intégralité car elle a un potentiel extraordinaire. Elle a été victime d'incompétence et de corruption sous Bouteflika, alors que le pays possédait 10 fois les ressources du plan Marshall.

● ● ●

salut) remporte le premier tour des élections législatives, mais l'armée annule les élections. Le bras armé du Front islamique du salut, AIS et le GIA (groupe islamique armé) perpétue durant une dizaine d'années des massacres, des attentats, jusqu'à à aller même détourner le vol Air France 8969, reliant Alger à Paris en 1994. L'armée annonce un cessez-le-feu en 1997, et Bouteflika s'installe sur le fauteuil deux ans plus tard. Ses projets de paix et de réconciliation nationale, sont adoptés par le

peuple, grâce à la volonté générale d'en finir avec la violence.

« Il nous a laissé en héritage, l'autoroute la plus chère du monde, 11 milliards de dollars », déplore le militant. Une facture exorbitante pour une autoroute de 1200 kilomètres, qui s'étend de l'est à l'ouest, reliant les grandes villes du nord. Et l'addition devrait augmenter, le projet débuté en 2006, n'est toujours pas terminé. On peut toutefois concéder à Bouteflika de ne pas avoir fait couler le sang dans son pays.

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALE INQUIÉTANTE

L'ancien président a plongé le pays dans un état économique désastreux. Le dirigeant a toujours misé sur l'exportation des hydrocarbures. Résultat, l'or noir et le gaz noir, principales sources économiques du pays contribuent à 60% du budget de l'Algérie et 95% des exportations. Miser sur un seul type de ressource, plutôt que de développer une production et une industrie locale s'est avéré dangereux. Si à son arrivée à la tête de l'Etat en 1999, Bouteflika profite des prix du pétrole en hausse, lui permettant de s'enrichir lui et ses proches, depuis l'été 2014, la situation a évolué. Avec la baisse du prix du baril de pétrole, le pays subit de plein fouet les conséquences de cette dépendance. Par conséquent, pour faire des économies, le gouvernement a établi plusieurs mesures d'austérité : baisses des subventions, augmentation des impôts, report de construction d'infrastructures. La majorité des habitants sont dans le besoin et le taux de chômage dépasse les 26%.

L'armée algérienne (ANP), deuxième puissance militaire d'Afrique, contrôle des postes clés au sein du gouvernement, depuis l'indépendance en 1962. L'armée a toujours joué un rôle dans la politique du pays, en partie lorsqu'elle favorise fortement l'arrivée des chefs d'État. Le 19 juin 1965, elle mène un coup d'État qui chasse Ahmed Ben Bella du pouvoir et met à

la tête de l'État le chef de l'armée, le colonel Houari Boumédiène. Il meurt en 1979, l'armée choisit l'un des leurs pour gouverner : Chadli Bendjedid. En 1991, les islamistes s'imposent comme force politique, au point d'y obtenir presque une majorité parlementaire. L'armée arrête le processus électoral. Et l'Algérie entre dans un cycle de violences. Des intellectuels, journalistes, opposants sont tués et la population est massacrée par les islamistes. L'armée finit par les neutraliser et sera érigée comme sauveur de la patrie.

Lorsque Bouteflika est chassé du pouvoir, Ahmed Gaïd Salah, chef d'État-major de l'armée, devient l'homme fort du pays, mais il meurt le 23 décembre dernier. « Aujourd'hui, l'armée tente de se placer du côté du peuple pour garder son influence. Certains dénoncent son autorité, et aimeraient que l'armée se concentre sur sa mission de protection » rapporte la journaliste algérienne Narimane Mendil. « Par son positionnement, le territoire est cerné par la menace djihadiste qui plane sur le Sahel, en particulier le Mali, où se cachent des combattants de l'État islamique. Le Niger est également devenu la nouvelle route des

terroristes et la Libye et son chaos politique leur profite également. L'instabilité du pays renforce la menace terroriste » explique-t-elle.

UN AVENIR INCERTAIN

Après la démission de Bouteflika, l'armée a organisé une élection présidentielle en décembre dernier. Le scrutin, boycotté par une large partie de la population, a enregistré une abstention et un nombre de votes blancs record. Abdelmajid Tebboune a été élu dès le premier tour avec 58,13% des suffrages exprimés. Ancien ministre de Bouteflika, il ne représente pas un nouveau visage pour le peuple. Loin de faire l'unanimité, il divise l'opinion : « il y a une véritable fracture de la société depuis son arrivée au pouvoir. Certains croient en ce programme, d'autres le voient comme la continuité de Bouteflika » exprime Narimane Mendil. L'homme de 74 ans, a pour l'instant annoncé une réforme de la constitution et a libéré quelques prisonniers du Hirak. Malgré l'ascension au pouvoir de Tebboune, Hirak continue. Si les questions de la poursuite et de la structuration du mouvement se posent, ce soulèvement populaire est porteur d'espoir. L'Algérie a l'aspiration de devenir un jour une vraie démocratie. ■

LISA CONNAN



Les Algériens veulent un avenir meilleur pour leurs enfants